

<http://philosophie.spip.ac-rouen.fr/spip.php?article310>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Philosophie
Académie de Normandie

Nous devons mener une guerre idéologique

- Publications et formation - Articles divers -

Date de mise en ligne : mardi 24 novembre 2015

Copyright © PhilosophieEspace pédagogique académique - Tous droits

réservés

Le philosophe américain Michael Walzer estime que les intellectuels doivent réactiver la cause d'Etats sans dieux face au retour du religieux

Pour nous, Américains, c'est comme si nous étions en France. La télévision, que nous ne quittons plus, diffuse un discours répétitif, souvent banal, mais les interviews des Parisiens dans la rue nous rappellent ce que nous vécurent le 11 septembre 2001. Oui, nous sommes au courant pour les Russes morts dans le Sinaï, les Libanais morts à Beyrouth, les Irakiens, les Nigériens, les Afghans, les Libyens. Et les Syriens, en Syrie et en mer. Nous avons appris à pleurer la perte d'étrangers. Mais pour des raisons que nous comprenons sans les comprendre tout à fait, les Français ne sont pas des étrangers.

La France, l'Amérique sont-elles en guerre avec l'Etat islamique (EI) ? La déclaration de Hollande a surpris les juristes puisqu'elle semblerait supposer que l'EI est un belligérant. Les combattants de l'EI, à condition qu'ils n'aient pas assassiné des innocents, doivent-ils être traités comme des prisonniers de guerre ? Oui, je le pense. Mais, en vérité, nous sommes tout à la fois en guerre et pas en guerre, et il est important d'accorder une attention égale à ces deux assertions.

L'EI contrôle un territoire étendu, collecte des impôts et fournit une forme de service public. Donc bombarder ce territoire est bien un acte de guerre. Mais nos alliés au sol, avec qui nous coordonnons (parfois) nos raids aériens, ne s'entendent pas entre eux, et, à l'exception des Kurdes, ne sont pas totalement impliqués, peut-être pas impliqués du tout dans cette guerre très particulière que nous livrons. Les Turcs préféreraient s'affronter aux Kurdes, il est à peu près certain que les Saoudiens ont été les complices de la création de l'EI, et l'armée irakienne préférerait ne pas se battre. Tant que la France et les Etats-Unis ne se trouveront pas des alliés sûrs au sol, originaires de la région, ce sera (pardonnez-moi l'expression) une guerre foireuse qui ne peut être gagnée.

un retour inattendu

Mais la prétendue " guerre contre le terrorisme " désigne en réalité le travail de la police - et les règles d'engagement ne sont pas les mêmes pour la police et pour l'armée. Tout d'abord, le principe de proportionnalité ne s'applique pas à la police : pour elle, faire cinq morts au cours d'une poursuite lancée pour capturer un terroriste de première importance serait perçu comme un usage excessif de la force. Pour leur part, les soldats peuvent faire des calculs de ce genre en zone de guerre (bien qu'ils les fassent souvent de travers), mais la police n'y est pas autorisée en zone de paix.

Tout aussi essentiel, la police doit opérer dans le cadre de la Constitution, car elle défend simultanément la vie et la liberté de ses compatriotes. Elle ne peut sacrifier ni l'une ni l'autre, et il revient aux citoyens de contrôler son mode de fonctionnement en même temps qu'ils recherchent sa protection.

Dans une véritable guerre civile, les libertés civiles peuvent être suspendues, mais pour le moment cette situation ne s'applique à aucun Etat occidental. Prenons garde aux politiciens d'extrême droite qui veulent nous défendre dans une " guerre " qui n'a pas lieu.

Aux Etats-Unis, écrire sur l'éthique de la guerre, quand se battre et comment, est devenu une petite industrie universitaire. Mais pratiquement personne n'écrit sur la déontologie du travail de la police. Le mouvement social Black Lives Matter, " la vie des Noirs compte ", a placé le travail de la police au coeur du débat public, mais la philosophie ne s'est pas encore saisie de cette question. En France aussi, le travail de la police dans les quartiers d'immigrés a été, et devrait être, un enjeu politique, ce qui exige également un engagement intellectuel. Quelles limites fixons-nous au pouvoir de la police ?

Il y a une autre guerre à mener, et celle-ci est entièrement métaphorique. Je veux parler de la guerre idéologique et théologique contre le fanatisme. Le retour de la violence et de l'enthousiasme religieux est totalement inattendu. Dans le monde académique, nous croyions tous à une sécularisation inéluctable, à un triomphe de la science et de

la raison. Nous avons tort. Le fanatisme religieux est actuellement le plus dangereux dans sa version islamiste, mais il faut reconnaître qu'il a aussi fait son apparition chez les hindouistes, les bouddhistes, les juifs et les chrétiens. Nous devons le combattre. Cela n'a pas vraiment de sens de prétendre que le fanatisme religieux est une déviation, que la violence est étrangère à telle ou telle religion ou à la totalité de celles que j'ai citées.

I'unique endroit possible

Des érudits saoudiens respectés ont fourni les éléments de base des croyances et des pratiques des militants de l'EI, et le fanatisme trouve des justifications solides dans les textes religieux. Cependant, l'exégèse peut se faire d'une tout autre manière et de façon tout aussi forte, et il y a des hommes et des femmes profondément religieux qui estiment que le fanatisme est fautif, immoral, et même insensé. Ils sont nos alliés.

Il est nécessaire dans notre combat métaphorique de reconnaître que les guerres des Etats-Unis et de leurs alliés en Afghanistan, en Irak et en Libye ont produit des espaces vides, après l'effondrement de l'Etat, que les fanatiques islamistes occupent désormais. Mais nous ne sommes pas responsables des crimes de ces exaltés et c'est une stupidité idéologique de blâmer l'Occident pour les horreurs de la guerre religieuse.

Dans chacun des pays que nous avons envahis, il y avait des forces sociales qui auraient pu rejoindre les démocrates et les libéraux laïques, et qui auraient pu gagner s'il n'y avait eu ce retour (inattendu) de la religion. Nous devons défendre les valeurs selon lesquelles nous avons tenté de vivre. Pas toujours avec succès.

Nous qui ne sommes ni soldats ni policiers, nous les intellectuels, nous devons plaider la cause de l'Etat sans dieux, unique endroit possible où les croyants et tous les autres peuvent vivre en paix.

Par Michael Walzer